

Pauvreté et développement humain dans les pays émergents

Jean-Claude Vérez

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/1 Printemps** , PAGES 23 À 37
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303066

DOI 10.3917/pe.211.0023

Date de mise en ligne : 09/03/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-1-page-23?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pauvreté et développement humain dans les pays émergents

Par **Jean-Claude Vérez**

Jean-Claude Vérez est maître de conférences en économie, habilité à diriger des recherches, à l'université d'Artois.

Bien que l'émergence soit un processus protéiforme et que les catégorisations et acronymes qui lui sont associés soient nombreux et imprécis, la croissance des trente dernières années a permis à des millions d'êtres humains des pays émergents de sortir de l'extrême pauvreté monétaire. Simultanément, les progrès dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont amélioré l'indicateur de développement humain. Mais ces évolutions ne profitent pas à toute la population des pays concernés.

politique étrangère

La mondialisation est source de controverses, mais ses détracteurs ne peuvent occulter qu'elle a contribué à diminuer l'extrême pauvreté monétaire, et a amélioré certains indicateurs de développement, notamment dans les pays émergents (ou considérés comme tels). Si la pandémie du COVID-19 a freiné cette évolution (sans que cela soit spécifique à ces pays), la croissance économique des trente dernières années a permis à des millions d'êtres humains d'améliorer leur niveau de vie et leurs conditions de vie. Simultanément pourtant, les inégalités de revenus ont augmenté, de sorte que les externalités de l'émergence économique apparaissent à la fois positives et négatives.

Sur le plan méthodologique, il convient de préciser que rien n'est moins simple que de cerner le concept d'émergence, et de mesurer pauvretés et inégalités, et ce pour trois raisons :

- L'émergence est floue, complexe et protéiforme : les diverses catégorisations et acronymes qui entourent la notion en attestent. Les pauvretés sont plurielles, et les économistes privilégient la pauvreté monétaire.

- Les inégalités le sont tout autant, et on peut dissocier les inégalités quantitatives (associées notamment aux revenus) des inégalités qualitatives (tels certains aspects des inégalités sociales).

Précisons encore que l'analyse des trajectoires suivies par les pays est utile pour juger de l'impact de l'émergence, car il existe divers modèles d'intégration à l'économie mondiale de même qu'il existe divers modèles de croissance. Mais cette démarche n'est pas suffisante si l'on ne mesure pas simultanément les politiques sociales adoptées (ou non), notamment celles qui se veulent inclusives : à eux seuls, les effets de la mondialisation ne permettent pas d'expliquer la hausse des inégalités. En revanche, ils permettent de mieux cerner la baisse de la pauvreté monétaire, au moins de manière globale car les difficultés méthodologiques ne manquent pas pour mesurer précisément qui a pu en bénéficier et à quel niveau, de sorte que les données statistiques présentées et analysées dans cet article exigent prudence et humilité.

On se contentera ici de mesurer en quoi les pays émergents ont réussi à diminuer la pauvreté monétaire et à améliorer leur indice de développement humain (IDH), en commençant par préciser ce que recouvre le concept d'émergence.

Le concept flou de l'émergence

Bien qu'il existe de nombreuses études sur les pays émergents, inspirées de plusieurs disciplines, force est de constater que de nombreuses interrogations demeurent quant à la pertinence des acronymes proposés, ces dernières rejoignant les interrogations relatives aux critères des classifications. Plusieurs définitions du concept de puissance issues des relations internationales suggèrent un certain nombre de critères sans pour autant aboutir à des classifications, tandis que dans le champ de l'économie les classifications se multiplient sans que les critères utilisés soient clairement définis.

Que recouvre l'émergence¹ ?

Dans les relations internationales, la notion d'émergence, associée à celle de puissance, aboutit à créer une catégorie à part, que l'on peut concevoir en examinant les définitions de la puissance selon les différentes approches. Pendant longtemps, le concept de puissance a été associé à l'approche réaliste. Selon cette approche, les États sont les seuls acteurs des relations internationales², définies comme les rapports qu'entretiennent entre eux les

1. Section largement inspirée de V. Bérenger et J.-C. Vérez, « L'émergence : un processus évolutif et protéiforme », *Mondes en développement*, vol. 47, n° 186, 2019, p. 35-60.

2. J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York/Londres, W.W Norton & Company, 2001.

États souverains. Elles se caractérisent par une quête incessante de pouvoir qui incite les États à rivaliser entre eux³. Chaque État cherche à maximiser son propre intérêt national, de sorte que la sécurité constitue la principale finalité de la politique étrangère. Dans cette perspective, la puissance est appréhendée selon une conception purement matérialiste : elle est identifiée à un ensemble d'actifs ou de ressources spécifiques (armée, population, richesses) possédés par les États.

Selon l'approche libérale ou néolibérale institutionnaliste⁴, la puissance renvoie aux institutions et à l'émergence d'acteurs internationaux au nombre desquels figurent les États-nations mais aussi les organisations non gouvernementales (ONG), les sociétés transnationales, les sociétés civiles. Joseph Nye distingue deux composantes pour caractériser la puissance : la force de dissuasion (*hard power*) et la capacité d'influence (*soft power*). L'approche constructiviste⁵ privilégie les relations entre les acteurs, et la nature construite des règles et des normes internationales. Elle voit la réalité comme une construction sociale, et privilégie les idées, les normes et les croyances comme constituants de la puissance, plutôt que les attributs matériels.

En économie, les questionnements ont d'abord concerné les marchés émergents, puis les pays émergents ou les économies émergentes ; divers sigles et acronymes sont apparus. Les catégorisations ont évidemment des limites, au-delà même du fait qu'elles laissent percer une vision linéaire, commune à tous les pays, supposés passer du stade sous-développé au stade de l'émergence, avant le stade de la maturité ou de l'abondance. Parmi les problèmes méthodologiques que posent cette perspective et ces catégorisations, celui qui consiste à assimiler des pays fort différents n'est donc pas le moindre, alors que les périodes diffèrent, que les contextes et les spécificités sont pluriels, sans compter l'hétérogénéité qui caractérise la plupart de ces pays, à l'intérieur desquels cohabitent richesses et fortes pauvretés.

In fine, l'évolution des pays émergents, associée à une évolution des rapports de force et à un basculement du centre de gravité des rapports internationaux, mérite une analyse globale, privilégiant une approche pluridisciplinaire.

Notre réflexion consiste ici à mesurer prioritairement l'impact de l'émergence sur la pauvreté monétaire : on se contentera donc de préciser

3. H. J. Morgenthau, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1948.

4. J. S. Nye, *The Future of Power*, New York, Public Affairs, 2011.

5. M. Barnett et R. Duvall (dir.), *Power in Global Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p.1-32.

les classifications internationales retenues par les économistes avant de mesurer leur degré de pertinence.

Les critères de l'émergence en économie

La sélection des critères et leur utilisation sont généralement fonction de l'objectif visé par l'institution ou l'organisme qui désigne, ou classe, les pays émergents. Le premier indice a été créé en 1988 par Morgan Stanley Capital International (MSCI). Il s'agit d'un indice du rendement pondéré total de la capitalisation, qui s'appuie sur trois critères : le développement économique au sein du pays, les conditions de liquidité des marchés, et de l'accès au marché. Cet indice identifiait en 2018 24 marchés émergents (tableau 1).

Des classifications multiples

De même, les indices d'émergence du groupe Financial Times Stock Exchange (FTSE), créés par la société FTSE-Russell, utilisent une palette de critères essentiellement qualitatifs, regroupés en quatre dimensions : solvabilité de l'émetteur, cadre réglementaire des marchés, service de garde et de réglementation, et contexte des services de courtage.

De leur côté, les institutions supranationales développent des classifications sans pour autant proposer de définition, ni de critères précis pour l'émergence. Les classifications de ces institutions répondent à des besoins d'allocation de l'aide sur la base de critères techniques.

- La classification de la Banque mondiale s'appuie sur la taille de l'économie, appréciée par le seuil du revenu national brut (RNB) par tête en parité de pouvoir d'achat. Cela lui permet seulement de différencier parmi 218 pays inclus dans la liste, les pays à hauts revenus (78), et les autres (140) qualifiés de pays en développement, dont le revenu par habitant était inférieur à 12 236 dollars (US) en 2017.
- Le Fonds monétaire international (FMI) définit les pays ou économies émergents comme les économies à revenu par tête faible à intermédiaire, qui ont mis en œuvre des programmes de réformes et de développement économique, et qui représentent des acteurs majeurs dans l'économie mondiale. Ce classement inclut 39 économies avancées et 152 économies en développement ou émergentes.
- Sans préciser les critères utilisés, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) distingue 20 pays émergents : Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Malaisie, Mexique, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Russie, Thaïlande, Turquie.

Tableau 1 : Acronymes et composition des groupes d'émergence

Marchés émergents		Goldman Sachs		HSBC	Clubs dynamiques
MSCI	FTSE	BRICS	N-11	CIVETS	EAGLES 2016
A.S.	A.S.	A.S.	Bangladesh	A.S.	Bangladesh
Brésil	Brésil	Brésil	C.S.	Bangladesh	Brésil
Chili	Grèce	Chine	Égypte	Colombie	Chine
Chine	Malaisie	Inde	Indonésie	C.S.	C.S.
Colombie	Mexique	Russie	Iran	Égypte	Égypte
C.S.	Pologne		Mexique	Indonésie	Inde
E.A.U.	R. Tchèque		Nigeria	Iran	Indonésie
Égypte	Taïwan		Pakistan	Mexique	Iran
Grèce	Thaïlande		Philippines	Nigeria	Malaisie
Hongrie	Turquie		Turquie	Pakistan	Mexique
Inde			Vietnam	Philippines	Nigeria
Malaisie				Turquie	Pakistan
Mexique				Vietnam	Philippines
Pakistan					Russie
Pérou					Turquie
Philippines					Vietnam
Pologne					
Qatar					
R. tchèque					
Russie					
Taïwan					
Thaïlande					
Turquie					

Source : V. Bérenger et J-C. Vérez, « L'émergence : un processus évolutif et protéiforme » op. cit., p. 45.
 C.S. (Corée du Sud ou République de Corée), A. S. (Afrique du Sud), E.A.U. (Émirats arabes unis).

Un pays émergent serait donc, *in fine*, une économie en phase de sortie du sous-développement, une économie à revenu intermédiaire et à fort potentiel de croissance, qui s'ouvre sur l'économie mondiale et connaît des transformations institutionnelles et structurelles d'importance. Cependant, la liste des critères est difficile à identifier. Et il est fort probable que ceci explique la multiplication des classifications et des acronymes qui, à leur tour, ne reposent pas sur une liste de critères homogènes.

- Jim O'Neill, économiste de la Banque d'investissement Goldman Sachs, forge en 2001 l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), auquel est ajoutée en 2011 l'Afrique du Sud. Le critère de départ est ici le poids démographique. Si ces économies améliorent leur productivité, alors elles seraient à même de devenir des géants économiques et des moteurs de la croissance mondiale à venir en raison de la taille de leur marché et de la croissance des échanges mondiaux. En 2011, O'Neill ajoute un nouvel acronyme : les MINT (Mexique, Indonésie, Turquie, Turquie).
- Les CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie, Afrique du Sud) sont identifiés en 2011 par le groupe HSBC qui, en dehors de l'Afrique du Sud et de la Colombie, font partie des N-11 (*Next Eleven*, liste établie en 2005 par Goldman Sachs). Bien que les critères justifiant cet acronyme restent flous, cette catégorie regrouperait des économies dynamiques, diversifiées, à population importante et jeune, et caractérisées par un régime politique stable.
- Enfin, en 2010 la banque espagnole Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) invente le groupe des EAGLEs qui, contrairement aux acronymes précédents, ne correspond pas à des initiales de pays mais à l'expression *Emerging and growth-leading economies*, et qui rassemble des économies supposées diriger la croissance à venir.

Le recul de la pauvreté monétaire dans les pays émergents

On commencera donc par mesurer le poids de plusieurs pays émergents dans la mondialisation *via* leur part dans le produit intérieur brut (PIB) mondial. On sélectionne les pays dont le PIB a représenté au minimum 1 % du PIB mondial au cours de la période 2010-2016. On présente ensuite quelques indicateurs de pauvreté monétaire.

La part croissante des émergents dans la richesse mondiale

La part de la Chine dans le PIB mondial a progressé de 8,45 % à 16,26 % (tableau 2). L'Inde, l'Indonésie et, à un degré moindre, la Russie, la Turquie, ont vu à leur tour leur part respective croître. D'autres pays tels le Brésil et le Mexique ont vu au contraire leur part relative diminuer. Les pays mentionnés représentent globalement près de 40 % du PIB mondial

au cours de la période 2010-2016. Ce n'est ni négligeable ni anodin, car cela a pour corollaire la « perte de vitesse » relative d'autres pays, en l'occurrence industrialisés, comme les États-Unis (de 20,30 % à 16,22 %) ou plusieurs pays de l'Union européenne (UE), de sorte que le centre de gravité du monde se déplace au profit de l'Asie. Et le méga-accord signé le 15 novembre 2020 entre 15 pays (dont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, l'Indonésie, le Vietnam, etc.), constituant la plus grande zone de libre-échange du monde (30 % de la production mondiale de richesses et un tiers des consommateurs de la planète) n'est pas pour contredire cette évolution des rapports de force. Ce nouveau marché intérieur va dépasser celui de l'UE ou celui des États-Unis.

Tableau 2 : Part des émergents dans le PIB mondial (2000-2016)

	Part en % du PIB mondial		
	2000-2004	2005-2009	2010-2016
Chine	8,45	11,61	16,26
Inde	4,42	5,23	6,62
Russie	3,48	3,81	3,56
Brésil	3,14	3,07	3,01
Indonésie	2,02	2,12	2,43
Mexique	2,33	2,14	2,00
Corée du Sud	1,63	1,64	1,65
Turquie	1,36	1,46	1,62
Iran	1,43	1,47	1,34

Source : à partir de V. Bérenger et J-C. Vérez, « L'émergence : un processus évolutif et protéiforme », op. cit.

De fait, la part croissante des émergents retenus, et de manière plus globale l'émergence dans le monde sur un plan strictement économique, ont impacté positivement l'extrême pauvreté monétaire, et permis de dépasser (sans les résoudre définitivement) certains défis du développement.

Le recul de la pauvreté monétaire

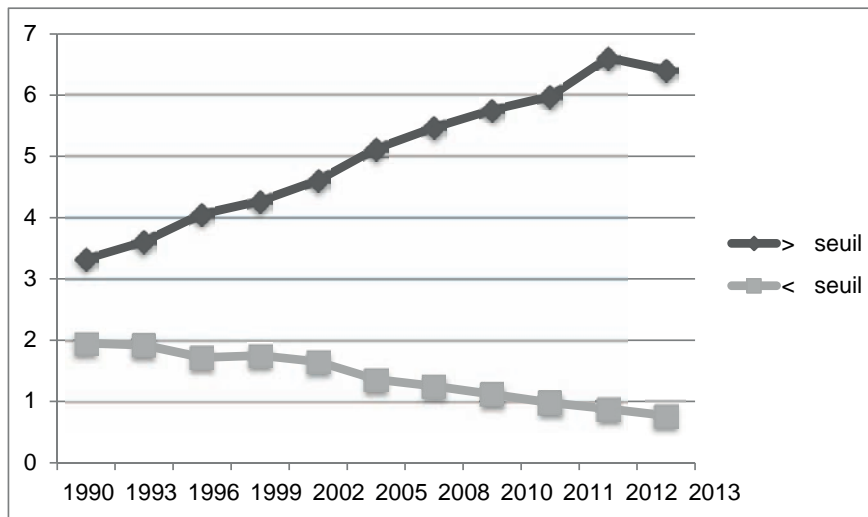
Traiter de la pauvreté dans tous les pays du monde (dont les pays émergents) exige de préciser au préalable ce que l'on entend par pauvreté(s). Pour les économistes, la pauvreté est associée à la pauvreté monétaire mais sa mesure est complexe, notamment dans les pays où l'économie informelle

est substantielle, et où les données statistiques peuvent faire défaut et/ou être erronées. Les pays en développement sont ici particulièrement concernés, mais les pays émergents aussi, dans la mesure où une partie des populations de ces pays reste confrontée à la pauvreté monétaire ainsi qu'aux autres formes de la pauvreté. Qu'un pays entre dans la catégorie des pays émergents ne signifie pas que toute sa population bénéficie de la création de richesses. Une partie de cette population peut sortir du sous-développement, une autre partie rejoindre la classe moyenne, une troisième devenir extrêmement riche et une dernière peut rester très pauvre.

Toutefois, à l'échelle de la mondialisation, la réduction de l'extrême pauvreté monétaire ne fait pas de doute : « Le nombre d'êtres humains vivant dans l'extrême pauvreté n'a jamais été aussi faible. En dépit de la croissance de la population mondiale, le nombre de pauvres a progressivement diminué. En 1990, près de 4 personnes sur 10 vivaient en dessous du seuil international d'extrême pauvreté (1,90 dollar par jour). En 2013, ce ratio était tombé à un peu plus de 1 sur 10. Malgré ces progrès, le niveau de pauvreté reste inacceptable : plus de 767 millions de personnes subsistaient avec moins de 1,90 dollar par jour en 2013. »

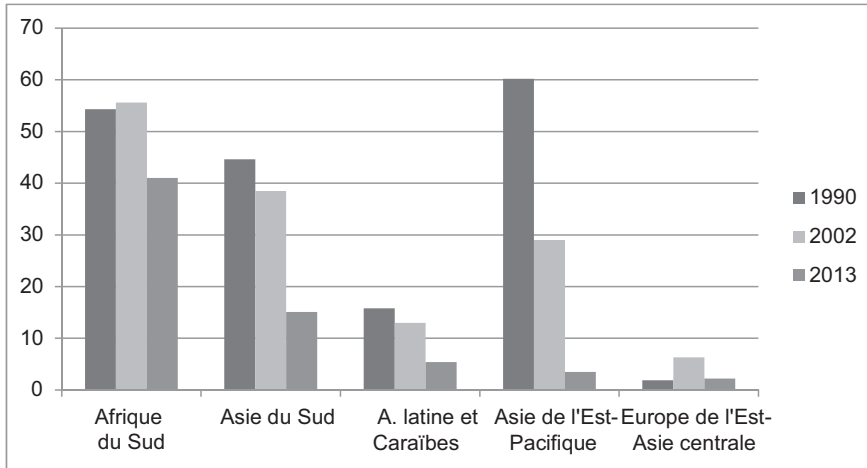
Cette évolution concerne tous les continents ou régions mais le taux d'extrême pauvreté a particulièrement baissé en Asie de l'Est et en Asie du Sud.

Graphique 1 : Population au-dessus et en dessous du seuil d'extrême pauvreté dans le monde (en milliards)



Source : J.-C. Vérez, *L'Économie mondiale au XXI^e siècle*, Paris, Ellipses, 2020, p. 16.

Graphique 2 : Taux d'extrême pauvreté par région (en %)



Source : Observatoire des inégalités « La grande pauvreté baisse dans le monde mais de fortes inégalités persistent entre territoires », disponible sur : www.inegalites.fr.

Au niveau mondial, ce taux a été divisé par 4, passant de 41,9 % en 1981 à 10,7 % en 2013. Les progrès spectaculaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique contrastent avec ceux de l'Afrique subsaharienne, qui reste touchée par l'extrême pauvreté mais dont l'avenir peut être vu comme prometteur. La mondialisation, en raison de l'ouverture des frontières, a facilité les échanges et de fait la hausse du PIB mondial. En créant davantage de richesses, elle a permis et permet encore à une partie de la population mondiale d'accéder à des biens et des services auxquels elle n'avait jamais accédé auparavant. Ces progrès méritent d'être soulignés. Ils n'occulent en rien les nombreux problèmes à résoudre, notamment celui des inégalités. Dans les années 1980, les populations et les revenus moyens de la Chine et de l'Inde étaient « comparables, leur économie était très régulée. L'économie chinoise a fait 800 % de croissance depuis lors et l'Inde 200 %. Mais les inégalités ont explosé en Inde, pas en Chine. En Inde, le 1 % le plus riche captait 6 % du revenu, aujourd'hui il en capte 22 %. En Chine, on est passé "seulement" de 6,5 % à 14 %⁶ ». « En Chine, les 50 % les plus pauvres ont davantage profité de la croissance⁷. » Il n'y a donc pas de fatalité.

Des progrès dûs à la mondialisation

Le tableau qui suit permet de comparer, pour quelques pays émergents, d'une part le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de

6. L. Chancel et T. Piketty, « Le discours sur l'égalité des chances est hypocrite », *L'Obs*, n° 2788, 12 avril 2018, tiré du « Rapport sur les inégalités mondiales 2018 ».

7. *Ibid.*

pauvreté en parité de pouvoir d'achat (PPA), et d'autre part le niveau de richesse créée par habitant. Les méthodes de calcul ont évolué entre les périodes retenues, dont la mesure du seuil d'extrême pauvreté qui est passé de 1 dollar à 1,90 dollar (US). Il faut donc à nouveau être prudent sur les comparaisons, mais des tendances se dessinent.

Tableau 3 : Personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté (%)

Pays	< 1\$/jour (PPA) 1989-1994 (%)	< 1,90 \$/jour (PPA) 2007-2017 (%)	PIB réel par hab. 1997 (PPA)	RNB par hab. 2018 (\$ 2011 PPA)
Afrique du S.	23,7	18,9	7 380	11 756
Brésil	28,7	4,8	6 480	14 068
Chine	29,4	0,7	3 130	16 127
Inde	52,5	21,2	1 670	6 829
Turquie	nd	nd	6 350	24 905
Indonésie	14,5	5,7	3 490	11 256
Mexique	14,9	2,5	8 370	17 628

Source : ONU, « Rapport sur le développement humain », 1999 et 2019.

Le pourcentage de personnes sous le seuil d'extrême pauvreté a baissé significativement (excepté en Afrique du Sud), tandis que le PIB (puis le revenu national brut) par habitant progressait aussi significativement, particulièrement en Chine – ce qui confirme les propos précédents. Une lecture complémentaire aux progrès constatés consiste à voir si l'émergence a permis, ou non, d'améliorer le niveau de développement humain, soit un accès à l'éducation et à la santé pour le plus grand nombre. Quand un pays bénéficie d'une croissance économique, il peut décider de consacrer une part de cette croissance au financement du secteur public, de l'éducation et/ou de la santé. Il s'agit là d'un choix politique, et depuis les années 1980, sous l'égide du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), il est possible de mesurer un IDH qui ne se limite pas au PIB.

Les progrès en matière de développement humain

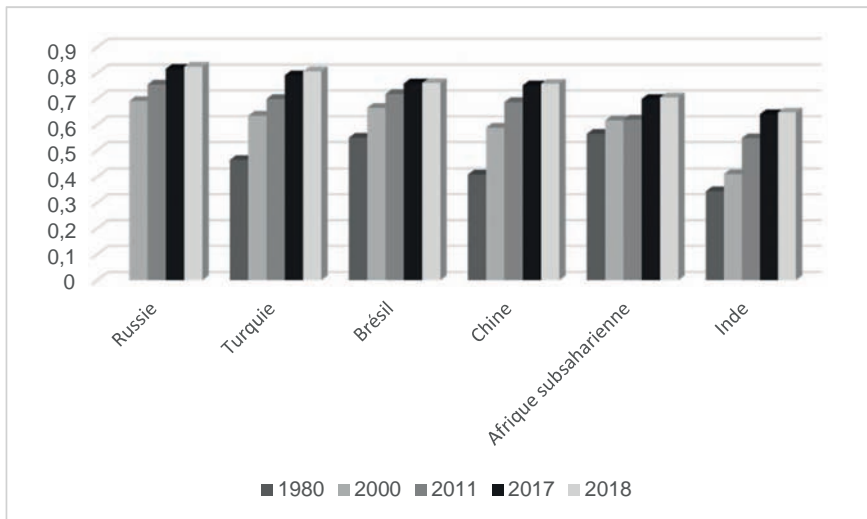
Tout comme le PIB, l'IDH a fait et fait toujours l'objet de débats, mais il a eu le mérite de compléter l'indicateur monétaire pour apprécier les progrès dans les pays en développement et dans les pays émergents. L'IDH

s'ajuste aux inégalités, sans oublier le taux de pauvreté multidimensionnelle qui permet de mesurer le niveau des privations.

L'indicateur de développement humain

L'IDH comprend trois éléments : la durée de vie (mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance), le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarisation combiné, tous niveaux d'enseignement confondus), et enfin le niveau de vie (mesuré d'après le PIB par habitant exprimé en PPA). L'IDH est la moyenne arithmétique de la somme des trois indicateurs (durée de vie, niveau d'instruction et PIB corrigé par habitant en PPA). Il est compris entre 0 et 1. Aucun pays n'obtient la valeur 0, ni la valeur 1. La différence entre la valeur d'un pays et la valeur 1 montre le chemin restant à parcourir pour élever le niveau de développement humain du pays.

Graphique 3 : L'évolution de l'IDH entre 1980 et 2018



Source : ONU, « Rapport sur le développement humain », 2019.

On peut constater, pour les six pays retenus, une hausse constante de la valeur de l'IDH depuis 1980 (sauf pour la Russie faute de données pour cette année). On peut donc considérer que ces pays ont vu leur PIB croître, leur niveau de santé s'améliorer, comme leur niveau d'éducation. Toutefois, rien ne permet de conclure que les trois dimensions de l'IDH sont toutes à la hausse et, surtout, qu'elles concernent uniformément toute la population des pays concernés. Sur le premier point : il est des

pays dans le monde dont le PIB est inférieur à celui d'autres pays mais dont l'IDH est supérieur, et inversement. Cela tient en partie à la répartition de la croissance décidée par les gouvernements, laquelle peut (ou non) favoriser l'accès à l'éducation et/ou l'accès à la santé. Sur le second point, la valeur de l'IDH est une moyenne, et comme toute moyenne elle est source de controverses. C'est pour corriger cette limite méthodologique que le PNUD a ensuite défini l'IDHI, qui correspond à la valeur de l'IDH corrigé des inégalités dans les trois dimensions fondamentales du développement humain et la perte globale, soit la différence en pourcentage entre l'IDHI et l'IDH.

Tableau 4 : L'IDH ajusté aux inégalités

2018	IDH (Valeur)	Perte globale (%)
Afrique du Sud	0,463	34,4
Brésil	0,574	24,5
Chine	0,636	16,1
Inde	0,477	26,3
Russie	0,743	9,9
Turquie	0,675	16,2

Source : ONU, « Rapport sur le développement humain », 2019.

Les progrès sont de fait plus mitigés dès que l'on intègre les inégalités. Si les progrès en matière de lutte contre l'extrême pauvreté et en matière de développement humain sont réels dans les pays émergents, les disparités au sein des populations de chacun de ces pays restent un défi à relever. C'est notamment le cas pour l'Afrique du Sud et pour l'Inde, où les écarts entre IDH et IDHI sont substantiels. On retrouve ces tendances à propos de la pauvreté multidimensionnelle (dont les données manquent pour plusieurs pays).

La pauvreté multidimensionnelle

L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) correspond au pourcentage de la population dont la pauvreté est multidimensionnelle, ajusté à l'intensité des privations. Chaque membre d'un ménage est considéré comme pauvre ou non en fonction du nombre de privations subies par son ménage. L'IPM reflète la prévalence de la privation multidimensionnelle et son intensité, soit : combien de privations subissent les gens qui

vivent dans la pauvreté. Sur le plan méthodologique, l'IPM utilise 10 indicateurs en trois dimensions : santé, éducation et niveau de vie, suivant les mêmes dimensions et poids que l'IDH. Pour identifier les personnes pauvres de manière multidimensionnelle, les scores de privation pour chaque indicateur sont additionnés pour obtenir le score de privation des ménages. Un seuil de 1/3 est utilisé pour distinguer les personnes pauvres de celles qui ne le sont pas. Si le score de privation est de 1/3 ou plus, le ménage (et toutes les personnes qui le composent) est considéré comme pauvre de manière multidimensionnelle⁸.

L'intensité des privations correspond au score moyen des privations subies par les personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle. Le taux de pauvreté multidimensionnelle est le pourcentage de la population dont le score de privation est d'au moins 33 %. Finalement, l'IPM synthétise le nombre de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle (niveau ou taux de la pauvreté), et le nombre moyen de privations subies par les ménages pauvres (intensité ou sévérité de leur pauvreté).

Tableau 5 : L'indice de pauvreté multidimensionnelle

2007-2018	IPM	Intensité des privations	Taux de PM
Afrique du Sud	0,025	39,8	20,4
Brésil	0,016	42,5	3,8
Chine	0,016	41,3	3,9
Inde	0,123	43,9	27,9

Source : « Rapport sur le développement humain », 2019.

Si le score de l'intensité des privations est proche pour les quatre pays retenus, en revanche le taux de pauvreté multidimensionnelle touche particulièrement l'Inde puis l'Afrique du Sud, pays qui affichent le pourcentage de perte globale le plus élevé propre à l'IDHI (tableau 4), le RNB par habitant le plus faible en 2018, et le pourcentage de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté le plus élevé (tableau 3). On comprend ainsi que si la réduction des pauvretés exige de la croissance économique, cette condition nécessaire n'est pas suffisante : il faut encore que les fruits de la croissance puissent être en partie redistribués, permettant aux plus

8. ONU, « Rapport sur le développement humain », 1999, 2018, 2019, PNUD.

démunis d'accéder à des services sociaux indispensables à leur épanouissement, à leur liberté, à leur bien-être. *A minima*, aller à l'école primaire, se faire soigner et pouvoir se nourrir autorise à sortir de certaines formes de la pauvreté.

* * *

Les pays émergents ne forment pas un bloc homogène et ce, en raison de leurs particularités propres mais aussi du fait des limites des catégories et acronymes pourtant cités depuis plus de trente ans. Les critères retenus en économie (mais aussi dans les relations internationales) sont trop nombreux et les définitions ou mesures bien trop diverses pour être à même de proposer une méthodologie satisfaisante. En dépit de ces limites, personne ne conteste que de nombreux pays ont pu sortir en partie du sous-développement. Les indicateurs monétaires et non monétaires cités ici nous permettent de considérer que la création de richesses que l'on associe à la croissance économique constitue un vecteur de réduction de l'extrême pauvreté monétaire, ainsi qu'un vecteur de progrès humain dans les secteurs de l'éducation et de la santé dès lors que les gouvernements décident d'y investir. Les indicateurs retenus, bien qu'imprécis et sources de débats et critiques, laissent apparaître des tendances qu'il est difficile d'occulter, n'en déplaise aux opposants à la mondialisation.

Pour autant, ces progrès économiques et humains ne concernent pas toute la population des pays émergents. Et celles et ceux qui en sont bénéficiaires le sont à des degrés divers. En d'autres termes, si les pauvres sont moins pauvres, si une classe moyenne est née ou s'est fortement développée dans les pays émergents, coexistent toujours des riches et des pauvres, ainsi que des très riches et des très pauvres, de sorte que les inégalités (notamment de revenus) se sont accentuées. Ces dernières n'ont pas été analysées ici, mais il est impossible de les ignorer ; et si elles sont aussi sources d'interrogations méthodologiques, elles représentent un véritable défi pour les pays émergents, *a fortiori* dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Les perspectives des pays émergents dans un contexte mondial contraint ne manquent pas de susciter des questions. Ces perspectives sont diverses parce que les pays émergents sont divers, et leurs modèles de croissance pluriels. Elles dépendront largement de la fin de la pandémie, de la reprise économique mondiale (plus que d'un retour du protectionnisme), mais aussi des politiques économiques nationales qui doivent soutenir la croissance. Au nombre des pistes ouvertes, celle qui consiste

à développer le marché intérieur est intéressante, à condition de réfléchir à la répartition de la croissance. Cela exige de poursuivre les efforts pour lutter contre les pauvretés mais aussi contre les inégalités *via* une politique de redistribution des revenus et une extension de la protection sociale, sources d'inclusion. Rien n'est moins simple.



Mots clés

Émergence
Croissance
Pauvreté monétaire
Développement humain